



ÉDUCATION

Le redoublement au rattrapage

A l'heure où se décide l'orientation de fin d'année, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, souhaite réactiver une pratique appréciée en France à défaut d'avoir fait preuve de son efficacité.

ANALYSE

Par
**LOUISE
 TOURRET**

«**T**u passes en quelle classe?» C'est la question que vous poserez à coup sûr à votre petit cousin ou à votre neveu quand vous les verrez cet été. En 2017, peu de risques de provoquer de la gêne chez les enfants et ados, car il est devenu très rare de redoubler. Les statistiques du ministère de l'Éducation nationale indiquaient que le redoublement concernait – en 2016 – moins de 1% des élèves de sixième ou de quatrième, 2,2% des élèves de troisième. Pourtant, le sujet demeure un véritable serpent de mer. Début juin, Jean-Michel Blanquer annonçait vouloir «*autoriser à nouveau le redoublement*» dès l'année scolaire 2017-2018. Pourtant, le décret de novembre 2014 qui encadre la pratique, la rendant «*exceptionnelle*», demeure valable. Il réduit le recours à deux cas de figure: une interruption de la scolarité ou le refus d'orientation en troisième et seconde. Le cabinet du ministre indique que c'est plutôt son interprétation qui devrait changer. Le redoublement deviendrait donc un peu moins exceptionnel, tout en le restant, mais une fois encore, le sujet aura fait couler beaucoup d'encre, et la

déclaration du ministre a été beaucoup reprise. Le redoublement suscite toujours autant de passions. Chaque texte qui paraît sur le sujet, chaque déclaration d'un ministre de l'Éducation sur la question provoquent une avalanche d'articles et de réactions. Comme si remettre en cause le redoublement, c'était rendre les armes devant l'échec scolaire, comme si le redoublement avait été un jour une solution efficace.

UNE SPÉCIALITÉ FRANÇAISE

Question clivante pédagogiquement, mais aussi politiquement, les atermoiements autour du redoublement masquent deux immenses problèmes: est-il possible de surmonter l'échec scolaire au sein de l'école et surtout, à quoi sert le redoublement? L'immense majorité des études sur la question, aux niveaux français et international, considèrent le redoublement comme peu efficace. Au mieux, il n'améliore pas les résultats des élèves, une fois passée l'année du redoublement. A long terme, il aurait même des effets néfastes, marquant les élèves concernés du sceau de l'échec pour le reste de leur scolarité. Des études comparatives montrent surtout que la plupart des pays s'en passent. Le redoublement est une spécialité bien française, en 2012, 28% des élèves français de 15 ans avaient

redoublé au moins une fois, indique le Conseil national de l'évaluation du système scolaire. Et on revient de loin: «*Dans les années 70, un élève sur cinq redoublait son CP et un élève sur sept son CM2.*» Des pays aux cultures scolaires proches comme la Belgique (partie francophone) et le Portugal utilisent encore le redoublement, mais *in fine* peu d'États le pratiquent à travers le monde.

La France, elle, reste historiquement attachée au redoublement. Pour Eric Charbonnier, expert à la direction de l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la pratique résulte toujours de la croyance qu'*«il s'agit de la meilleure façon de gérer la difficulté. Le redoublement est lié à une certaine manière d'enseigner, très verticale, dans laquelle le maître délivre le savoir. Cette école, c'est celle d'avant les années 70. Elle garde une bonne image dans la population.»* Pour Olivier Rey, ingénieur de recherche à l'Institut français d'éducation (Ifé), le soutien au redoublement à la vie dure en France, car il est «*associé à la notion d'autorité*». En clair, il a longtemps fait office de menace: «*Il fait partie du pouvoir que les enseignants ont sur les élèves. Il permet de soutenir la motivation.*»

Plus encore, pour le spécialiste, ne pas laisser passer les élèves en difficulté au niveau supérieur «*permet d'affirmer*



qu'on est exigeant scolairement. Dans la psyché française, le passage automatique dans la classe supérieure est perçu comme un abandon de l'idée d'exigence. Car chez nous, il est communément admis que les élèves les moins performants font baisser le niveau (qu'on se garde bien de définir), c'est ce qui explique que même les parents sont majoritairement favorables à l'existence du redoublement».

Cette idée selon laquelle ce sont les élèves qui déterminent le niveau des classes, et non la qualité de l'enseignement, structure fortement notre image de l'école, les choix d'établissements et d'orientation. Elle explique aussi que la grande réussite au bac ait abouti à une dévalorisation de l'examen pour les générations pour lesquelles l'échec était plus fréquent.

DES ALTERNATIVES COÛTEUSES

D'après Eric Charbonnier, dans les pays les mieux classés par Pisa (l'étude triennale de l'OCDE qui compare le niveau des élèves de 15 ans de différents pays), «l'éducation est plus personnalisée. On agit plus rapidement quand on détecte les difficultés. Par exemple, en mettant en place un suivi plus proximal, du soutien. En Finlande, les enseignants contrôlent de nouveau leurs élèves à mi-parcours des

notions apprises en début d'année pour leur montrer qu'ils ont progressé, c'est une forme d'évaluation encourageante qui

aboutit à un rattrapage si nécessaire». En France, en revanche, poursuit l'expert, «on est attachés à l'idée d'achever le programme, alors on revient moins volontiers en arrière. Un peu comme si les apprentissages étaient un métro qu'on attrape. Ou non».

Le rapport du Cnesco publié en janvier 2015 sur le redoublement mettait également en avant plusieurs alternatives: les classes multiniveaux où l'idée est d'apprendre à son rythme, le rattrapage de fin d'année, le passage conditionné, ou encore des stages d'été pour surmonter des lacunes. Ces pratiques existent en France, mais demeurent rares, car elles sont compliquées à mettre en place et de surcroît coûteuses. Mais en regardant de plus près, l'éducation nationale pourrait s'offrir ces dispositifs en tenant compte des économies réalisées grâce à la baisse du taux de redoublement. Selon le Cnesco, le redoublement coûte près de 2 milliards d'euros par an au système éducatif.

Mais les budgets et les comptes sont ainsi faits qu'on ne saura jamais à quoi a servi

l'argent économisé et, la plupart du temps, la baisse du redoublement a simplement abouti à ce que les élèves en difficulté passent de classe en classe en continuant à accumuler les lacunes de plus en plus compliquées à gérer pour leurs enseignants.

Ainsi trouve-t-on dans des classes de troisième des élèves qui ne maîtrisent toujours pas les fondamentaux de l'école élémentaire. Nombre d'entre eux quittent ensuite le système éducatif sans aucun diplôme ni qualification. Jusqu'ici, l'unique réponse apportée à ces échecs est le redoublement, qui n'est pas une solution viable, crédible ou pertinente. Mais à ce jour, il demeure politiquement beaucoup plus efficace pour un ministre de communiquer sur le retour du redoublement que sur ses alternatives. Y compris pour Jean-Michel Blanquer, fêru d'expérimentations et de comparaisons internationales. En se saisissant du sujet, le ministre de l'Éducation nationale a cherché à envoyer un signal simple et fort de reprise en main de l'école et à donner des gages politiques au camp pédago-conservateur. Mais une fois de plus, cela risque de se faire au détriment d'une prise en charge réels des problèmes scolaires. ◀



En sixième, le redoublement ne concerne que 1% des élèves.
PHOTO VINCENT GOUEROU



**ROSE, 72 ANS,
RETRAITÉE DE L'ÉDITION
(HAUTS-DE-SEINE)
IL N'Y AVAIT PAS DE
CONSEILS DE CLASSE»**

«J'ai redoublé ma seconde car je n'avais pas le niveau pour passer dans la section que je visais, pour laquelle il fallait être bon dans les matières scientifiques. Je n'avais pas pris de bonnes habitudes de travail comme les élèves qui fréquentaient le lycée depuis la sixième car je venais du cours complémentaire. Il n'y avait pas de collège comme aujourd'hui. J'étais très vexée, d'autant que j'avais eu le premier prix de français. Mais à l'époque, il n'y avait pas de conseils de classe et personne n'aurait songé à contester la décision des enseignants.»

**XAVIER 43 ANS,
CADRE DANS UNE
BANQUE (DORDOGNE)
«PAS PERÇU COMME
DRAMATIQUE»**

«J'ai redoublé ma cinquième pour cause de "manque de maturité". Je ne travaillais pas et mes parents ne s'en préoccupaient pas trop. J'ai été touché dans mon amour-propre mais il y avait quelques redoublants dans chaque classe, ce n'était pas perçu comme dramatique. Plus tard, j'ai raté le bac parce que j'ai passé mon année à faire des statistiques sur mes notes sans vraiment bosser. Mais je m'en suis remis. Ma fille a 13 ans et je vois bien que sa génération n'est jamais confrontée à l'échec, les adolescents capitalisent sur des lacunes.»

**CHLOÉ, 25 ANS,
SANS EMPLOI (PARIS)
«JE N'AI PAS EU
L'IMPRESSION
DE REFAIRE UNE ANNÉE»**

«J'ai redoublé ma seconde parce que mes parents ont divorcé cette année-là. Je n'ai pas suivi les cours et je n'avais pas les notes pour passer en première scientifique. Je n'ai pas eu le sentiment de refaire une année mais de la faire vraiment ! Après, tout s'est bien passé, étant née en fin d'année ça ne se voyait pas trop, je n'ai jamais eu de remarques. Mes profs m'ont dit que "j'avais fait un redoublement efficace". Le pire pour moi aurait été de rater le bac, tous les copains s'en vont !»

**YANIS, 17 ANS,
FUTUR ÉLÈVE
DE PREMIÈRE (PARIS)
«C'ÉTAIT UN PEU
LA HONTE**

«J'ai redoublé le CM1 parce que j'étais dyslexique. Je me souviens que ma mère a dû insister pour ce redoublement et qu'il y a eu des tas de rendez-vous avec la maîtresse et la directrice. C'était un peu la honte mais j'avais une vraie excuse et je pense que ça a été une bonne chose pour moi. J'ai surtout continué d'aller beaucoup chez l'orthophoniste. A part quand je donne ma date de naissance et qu'on entend que ce n'est pas la même année, ça ne change pas grand-chose à ma vie.»